



**Didier
CADE**

Viticulteur, président du Collectif
Stop-LGV PACA Sud Ste Baume

**Stéphanie
MORIAZ**

Technicien maîtrise des
risques

Madame, Monsieur

Voilà plus de 10 ans que je suis impliqué **contre le projet de Ligne à Grande Vitesse, rebaptisé Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur**. Ce projet est inutile, nuisible et dangereux. Avec un coût de 20 milliards d'euros, il est aussi ruineux! Nos terres, les transports du quotidien, les finances locales et la qualité de vie de toutes celles et ceux qui vivent et travaillent sur notre territoire ne seront pas sacrifiés, pour quelques minutes gagnées en train depuis Paris. Je m'y refuse. **La destruction de notre région n'est pas une fatalité, si nous continuons la mobilisation!**

Ce projet imposé, nous sommes nombreuses et nombreux à dire que nous n'en voulons pas. Mais à Paris, on fait la sourde oreille. Car les élites au pouvoir, tant au niveau national que local, sont aveuglées par des profits à très court terme et placées sous l'influence des grands groupes. Les élus sont soumis aux Diktats de Paris et à leurs partis. Ils privilégient leurs carrières politiques à l'intérêt général quitte à bétonner sans limites les paysages, supplanter les commerces de cœur de ville par des centres commerciaux et construire en périphérie des lotissements sujets aux inondations à répétition. **L'uniformisation des modes de vie est devenue la règle.**

Vigneron, je suis viscéralement **attaché à notre terroir, comme l'est tout paysan à sa terre**. Cet amour que je porte à notre région, la Provence, à sa langue, à sa culture, à son environnement et à ses habitants, c'est le moteur de mon engagement. Je ne suis ni optimiste, ni pessimiste mais parce que j'aime mon terroir, **je suis volontariste!**

Le projet avance, l'enquête d'utilité publique s'est

terminée le 28 mars 2022. Récemment le conseil des ministres a validé un projet de loi pour la création d'une société de financement de la LNPCA chargée de collecter une nouvelle taxe qui se rajoutera aux impôts fonciers déjà en forte augmentation. **J'ai décidé d'être candidat aux élections législatives des 12 et 19 juin 2022 dans la 6ème circonscription du Var pour m'opposer à ce projet de loi.**

Voulons-nous de cette ligne nouvelle, qui ne servirait qu'à relier les grandes métropoles entre elles et à Paris? Elle favorisera encore la spéculation foncière. La flambée des prix, portée par les **résidences secondaires**, transforme nos communes rurales, en cités-dortoirs ou en réserves ethnologiques. Moi, je préfère, au contraire, que nos villes et villages, soient reliés entre eux par un réseau de transport en commun de proximité et redeviennent des lieux dynamiques et vivants.

Il faut desservir la Provence verte par la réouverture de la ligne ferroviaire Carnoules Gardanne.

Je crois en notre capacité, ici et maintenant, à construire ensemble une société ouverte et enracinée, prospère et généreuse, dynamique et respectueuse de celles et ceux qui y vivent.

Le député de la 6^e circonscription du Var que vous allez élire les 12 et 19 juin 2022 aura un réel pouvoir sur toutes les décisions: finance, emploi, transport, aménagement du territoire, énergie, etc.

J'ai confiance en vous.

Les 12 et 19 juin, décidons nous-mêmes!

Didier CADE

DEMOCRACIA - ECOLOGIA - TERRITÒRIS DEMOUCRACIÒ - ECOULOUGIÒ - TERRITÒRI DÉMOCRATIE - ÉCOLOGIE - TERRITOIRES



POUR UNE DÉMOCRATIE DYNAMIQUE

Notre démocratie est malade. Elle se doit de respecter l'ensemble des citoyens, leur rendre le pouvoir. Ce que nous voulons : le Référendum d'Initiative Populaire, le scrutin proportionnel et territorialisé, la reconnaissance du vote blanc, le référendum révocatoire, une vraie égalité homme-femme, plus aucune discrimination.



LA PROXIMITÉ C'EST L'EFFICACITÉ

Le pouvoir centralisé nie la diversité, il aggrave même les inégalités. Nous devons pouvoir décider collectivement depuis et pour nos territoires. Décentraliser est une urgence. Des collectivités adaptées, dotées des moyens d'agir directement avec et en faveur de ses habitants c'est plus de justice sociale, plus d'efficacité. Les services publics y ont leur rôle.



VIVRE DANS LA DIGNITÉ

Toujours aux mêmes de se serrer la ceinture, de s'angoisser à chaque accident de la vie. Les chèques occasionnels octroyés par l'Etat en temps de crise ne sont pas la solution. Une répartition digne et respectueuse des richesses par la revalorisation des bas salaires, des pensions de retraite et des minima sociaux est indispensable. C'est cela une société durable.



LA SANTÉ PARTOUT ET POUR TOUS

La santé n'est pas une marchandise. Les déserts médicaux doivent disparaître, l'accès au service public de santé doit être garanti partout. Le système doit être repensé : formation, recrutement, qualité de l'exercice, répartition des compétences, rémunération. Les EHPAD à but lucratif n'ont pas leur place dans notre société. Là aussi il faut repenser un système à la dérive. La dignité de la population âgée n'est pas négociable.



L'ÉNERGIE : INNOVATION ET ÉCONOMIE

Pour le climat investissons dans les énergies renouvelables (éoliennes, biomasse, solaire...) et dans la recherche. Misons aussi sur les économies d'énergie. Sortons du nucléaire, dangereux, source de déchets ingérables. La production d'énergie doit être moins centralisée, mieux répartie sur les territoires. Transportons moins de marchandises et mieux.



PRODUIRE LOCALEMENT

La crise Covid, l'instabilité internationale, le chômage, le climat, la pollution généralisée, démontrent la folie de la globalisation : alimentation, médicaments, produits manufacturés par des quasi-esclaves sont acheminés depuis l'autre bout du monde, nous privant de notre autonomie. La relocalisation durable de la production sera au cœur de notre engagement parlementaire.



ENSEMBLE PAYSANS ET CONSOMMATEURS

L'agriculture paysanne, à partir de la réalité des territoires, est au cœur de l'indispensable transformation écologique. Seule une politique ferme en faveur du respect de la terre, de l'eau, des animaux et de l'humanité entière relèvera les défis de demain : climat, santé, transports, aménagement et autonomie des territoires. Nous soutenons l'idée de « sécurité sociale alimentaire ». Il faut freiner l'extension urbaine, arrêter l'artificialisation des terres agricoles et développer le bio.



SE DÉPLACER MIEUX

Pour le climat, notre pouvoir d'achat et nos territoires, modifions notre façon de nous déplacer. Favorisons les transports alternatifs économes en énergie. Tenons compte des contraintes des ruraux et des urbains. La priorité est aux transports du quotidien (trains, bus, vélo, covoiturage...) plutôt qu'aux projets pharaoniques et polluants tels les lignes nouvelles (LGV) destinées aux TGV. Réhabilitons les lignes de chemin de fer abandonnées, développons enfin le ferroutage.



LE DROIT AU LOGEMENT

Un logement digne est fondamental. Les publics fragiles, jeunes et vieux sont les plus pénalisés. La spéculation immobilière classique ou à but touristique en empêche l'accès. Là où nous vivons et travaillons, nous voulons un droit réel à louer un logement à un prix décent ou à en devenir propriétaire. Nous agissons pour une politique de rénovation écologique massive du bâti existant.



LA DIVERSITÉ EST UNE CHANCE

Reconnaître les langues dites « régionales », pour nous l'Occitan-langue d'oc, c'est leur donner une présence à l'école, dans l'espace public, dans tous les médias : là est la reconnaissance première de nos territoires. Ouvrons à modifier l'article 2 de la Constitution pour donner à notre langue, à côté du français, une place officielle. Diversité culturelle et biodiversité vont de pair.

Pour en savoir plus sur nos propositions:



REGIONS ET
PEUPLES
SOLIDAIRES